

Arrêté n° 342/2019

ARRETE

**Portant retrait de l'arrêté n°200/2019 du 24 mai 2019 et portant prescription d'une procédure de
MODIFICATION DE DROIT COMMUN n° 1
du Plan Local d'Urbanisme
de la commune de LE POET CELARD**

Monsieur le Président de la Communauté de Communes du Val de Drôme ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de l'Urbanisme et notamment ses articles L. 153-36 et L. 153-41 et suivants;

VU l'article 136-III de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Renouvelé ;

VU qu'en application de l'article 136-III de la Loi ALUR du 24 mars 2014, depuis le 27 mars 2017, la compétence en matière de PLU a été transférée de plein droit aux EPCI et notamment ainsi à la Communauté de Communes du Val de Drôme ;

VU l'ordonnance n° 2012-11 du 5 janvier 2012 qui a porté clarification et simplification des procédures d'élaboration, de modification et de révision des documents d'urbanisme en insérant un nouvel article L 123-13-1 au sein du Code de l'urbanisme prévoyant en son alinéa 2 que « La procédure de modification est engagée à l'initiative du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou, dans le cas prévu au deuxième alinéa de l'article L 123-6 » ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la Commune de LE POET CELARD approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 31 juillet 2009 ;

CONSIDERANT que le projet de modification consiste à :

- Intégrer les dispositions permettant les extensions et annexes des habitations existantes en zone A (agricole) et N (naturelle) du PLU,
- Adapter, le cas échéant, le zonage et le règlement écrit,
- Apporter des précisions réglementaires nécessaires à la bonne instruction des autorisations d'urbanisme,
- Corriger certaines incohérences entre articles du règlement

CONSIDERANT, que pour mettre en œuvre les modifications susdites, l'arrêté n°200/2019 du 24 mai 2019 a été pris afin de prescrire une procédure de modification simplifiée en application de l'article L.153-45 du code de l'urbanisme puisqu'il était estimé, à la date de l'arrêté, que le projet n'avait pas pour effet de majorer de plus de 20% les possibilités de construire ;

CONSIDERANT que, d'après les études réalisées sur le dossier,



Val de Drôme
en Biovallée

- Le projet n'entre pas dans l'un des champs d'application prévus à l'article L.153-31 du code de l'urbanisme (changement des orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ; réduction d'un espace boisé classé, d'une zone agricole ou d'une zone naturelle et forestière ; réduction d'une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou évolution de nature à induire de graves risques de nuisance ; *Ouverture à l'urbanisation d'une zone AU de plus de 9 ans*) ;
- Les modifications envisagées auront pour conséquences de majorer de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan, ou de diminuer ces possibilités de construire, ni de réduire la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;

Considérant que, dans ces conditions, l'arrêté n°200/2019 du 24 mai 2019 prescrivant une procédure de modification simplifiée doit être retiré ;

Considérant que le projet peut donc suivre une procédure de **modification dite de droit commun** prévue aux articles L153-36, L153-37, L153-40 à L153-44 du code de l'urbanisme ;

ARRETE

Article 1 :

L'arrêté n°200/2019 du 24 mai 2019 prescrivant une procédure de modification simplifiée doit être retiré.

Article 2 :

Il est prescrit une procédure de **modification de droit commun** du Plan Local d'Urbanisme de la commune de LE POET CELARD, en vue :

- *Intégrer les dispositions permettant les extensions et annexes des habitations existantes en zone A (agricole) et N (naturelle) du PLU,*
- *Adapter, le cas échéant, le zonage et le règlement écrit,*
- *Apporter des précisions réglementaires nécessaires à la bonne instruction des autorisations d'urbanisme,*
- *Corriger le cas échéant certaines incohérences entre articles du règlement*

Article 3 :

Conformément aux dispositions de l'article L.153-40 du Code de l'Urbanisme, le projet de modification du PLU sera notifié au Préfet et aux personnes publiques associées pour avis.

Le projet de modification fera l'objet d'une demande d'examen « au cas par cas » auprès de la mission régionale d'autorité environnementale pour juger de la nécessité de réaliser une évaluation environnementale complémentaire.





Val de Drôme
en Biovallée

Article 4 :

En application des dispositions de l'article L.153-41 du Code de l'Urbanisme, le projet sera soumis à enquête publique. Les modalités de l'enquête publique seront précisées dans un arrêté ultérieur.

Article 5 :

À l'issue de l'enquête publique, le projet, éventuellement modifié pour tenir compte des avis qui ont été joints au dossier, des observations du public et du rapport du commissaire enquêteur, sera soumis à une délibération du Conseil Communautaire, en vue de son approbation en application de l'article L.153-43 du Code de l'Urbanisme.

Val de Drôme
en Biovallée

Fait à EURRE le 3 juillet 2019

Le Président
Jean SERRET



